

d'un problème international (mondial) et que cette Chambre blâme le gouvernement d'ignorer les propositions concrètes du Crédit Social, lesquelles propositions offrent la solution à l'inflation et à la hausse injustifiée des prix; en particulier la proposition d'accorder à tous les consommateurs canadiens un escompte compensé sur tous les produits alimentaires faits au Canada.

M. Charles-Eugène Dionne (Kamouraska): Monsieur le président, nos administrateurs, on l'a constaté d'ailleurs aujourd'hui, sont vraiment atteints de la fièvre inflationniste qu'ils ont d'abord contribué à faire naître et à maintenir sans faire aucun effort sérieux pour améliorer la situation. Nos savants ou ceux qui croient l'être cherchent à créer l'impression qu'ils espèrent trouver des remèdes aux maux dont souffre la société. Les faits sont tellement évidents, qu'ils ne peuvent pas nier le malaise économique existant. Cependant, les résultats de leurs recherches démontrent qu'il y a trop de docteurs autour du malade. Déjà, un fort pourcentage admettent leur impuissance à trouver des solutions. Ils essaient de convaincre la population que c'est un malaise international. C'est une réponse facile, mais c'est loin d'être une solution.

On se souviendra facilement que nous avons déjà connu des périodes de dépression, de régression, expression déjà utilisée par les représentants des divers gouvernements, soit pendant et après la crise économique de 1929 à 1939. A ce moment-là, il y avait des biens de toutes sortes, et ce en grande quantité. Ce qui manquait, c'était l'argent. Le système producteur fonctionne généralement assez bien. La preuve, c'est qu'il y a toujours un bon nombre de personnes en chômage, ce qui représente la production qui ne se fait pas, et malgré cela il ne manque pas de biens pour assurer la nourriture, le vêtement, le logement aux Canadiens. C'est le système de distribution qui ne fonctionne pas ou qui fonctionne à l'envers.

● (2010)

Pour tenter d'expliquer la cause de cette mauvaise situation, nos politiciens se servent de l'inflation comme paravent pour excuser leurs bévues administratives. On semble nager ici en pleines ténèbres. Les hausses de salaires sont-elles une cause ou un effet de l'inflation? La hausse des taux d'intérêt serait-elle ou non une conséquence de l'inflation? Je suis d'avis que les syndicats sont justifiés de réclamer des ajustements de salaires à cause de la hausse constante du coût de la vie, mais il faut bien admettre que les hausses de salaires entrant dans les prix futurs entraînent des frais de production accrus, et qu'elles accélèrent le processus inflationniste dans le système actuel.

La hausse des taux d'intérêt produit exactement les mêmes effets. Elle fait monter les prix et contribue à accroître l'inflation. Le système financier actuel nous a donné en héritage ces deux jumeaux malfaisants: l'inflation et le chômage.

Quand on parle d'inflation en économie politique, il y a deux choses qui augmentent de volume, qui se gonflent: premièrement, les prix et, deuxièmement, les salaires. Cela a pour effet de diminuer la valeur des épargnes. Les prix augmentent lorsque les produits sont rares et lorsqu'il y a beaucoup de pouvoir d'achat.

Toutefois, lorsque les salaires augmentent, les prix augmentent aussi. C'est un cercle vicieux qui, sous le régime actuel, devient presque un mouvement perpétuel, et on appelle cela l'inflation.

Je suis d'avis que les Canadiens en général font leur devoir, mais malheureusement, ceux qui tiennent les leviers de commande ne font pas toujours le leur. Ils

L'inflation

doivent produire le pouvoir d'achat nécessaire afin que les Canadiens puissent acheter ce qu'ils ont produit.

Il faudrait que le système financier soit conforme aux réalités de la production et des besoins. Il faut que l'argent naisse là où naît la richesse, et qu'il aille là où sont les besoins. C'est assez clair pourtant. Il faut que la finance soit soumise à la production, et la production soumise à l'homme. Je crois que nous trouverions la solution aux problèmes de l'inflation, si nous nous donnions la peine de chercher un peu.

Je comprends que cette solution, celle qu'on peut proposer, ne concorde pas toujours avec les théories émises par certains économistes, qui recommandent des restrictions, alors que nous, nous recommandons une augmentation du pouvoir d'achat. Cependant, nous croyons notre solution plus conforme à la réalité.

Actuellement, les journaux parlent d'inflation. La plupart des économistes nous menacent d'inflation, les financiers nous présentent l'inflation comme une maladie contagieuse, c'est devenu le fantôme de notre vie économique.

C'est pourquoi il est temps que la population s'oriente du côté des solutions. En observant les causes, nous trouverons le remède, et au lieu de parler constamment d'inflation, nous devrions plutôt nous habituer à parler de distribution.

Regardons un peu ce qui se passe chez le consommateur qui voit les prix augmenter de 10 p. 100 et parfois plus au cours d'une année. Il se retourne inquiet vers son marchand qui lui se retourne en haussant les épaules vers son fournisseur, qui montre du doigt le producteur, qui désigne des entrepôts dégarnis, annonçant la pénurie. Tous ces agents s'étant apparemment justifiés, le consommateur en désespoir de cause se tourne vers le responsable du bien commun, l'agent régulateur de tous les rouages sociaux, l'autorité politique.

Les autorités municipales étant trop absorbées à faciliter les activités inflationnistes des spéculateurs fonciers et des promoteurs immobiliers pour pouvoir se préoccuper des ravages de l'inflation, le consommateur ne perd pas de temps et se tourne plutôt vers son gouvernement provincial qui lève les bras au ciel dans un geste d'impuissance, mais en indiquant d'un mouvement de tête le gouvernement fédéral, qui invoque alors son impuissance à guérir un mal qu'il considère mondial. C'est une réponse facile mais, comme je le disais tantôt, ce n'est pas une solution.

Devant ce qu'il croit être un cataclysme naturel contre lequel personne ne peut rien, le consommateur décide que c'est alors chacun pour soi.

Regardons ce qui se passe. Il fait pression sur son syndicat, qui réclamera que les salaires soient indexés à la hausse du coût de la vie. Alors, tous les marchands, fournisseurs et producteurs, même ceux qui ont peu d'employés ou des employés non syndiqués et perpétuellement sous-payés, invoqueront ces revendications salariales pour hausser encore le prix de leurs produits et leurs services, mais à un taux souvent supérieur à celui des hausses salariales.

Ce consommateur pressuré, sentant que, malgré tout, son pouvoir d'achat s'évapore comme de l'eau d'érable, investit avec frénésie ses dollars dépréciés dans les biens de consommation, se disant que l'inflation ne les atteindra plus une fois ceux-ci en sa possession.

Et le cercle devient de plus en plus vicieux: plus les prix montent, plus les gens achètent. Et comme la faim vient en mangeant, ceux qui tirent des profits excessifs de cette inflation donneront un coup de pouce à la spirale infla-